

traire, avaient dû se baser sur des textes falsifiés ou interpolés. Le Français, pensait-il, fut toujours un bourgeois, même lorsqu'il portait le costume du guerrier franc ou du paysan celte.

Nous savons, à présent, grâce aux recherches de Vinogradov, que dans le pays voisin, en Angleterre, malgré la conquête romaine, l'évolution commença par des formes collectives de propriété, que la féodalité s'établit sur les ruines de la commune libre ; il devient donc, désormais, fort difficile de partager l'avis de Fustel de Coulanges. Sa théorie est un indiscutable reflet dans le lointain passé de la situation qui s'établit en France après 1871, lorsque la bourgeoisie française se sentit précisément menacée dans son droit de propriété, et menacée précisément par les représentants du moderne collectivisme. Et Fustel de Coulanges, malgré « l'austérité » de ses recherches, paya tribut aux intérêts et aux soucis de sa classe.

La commune de 1871 agit sur Taine plus fortement encore. Fustel de Coulanges avait insisté sur le côté positif de la question, en affirmant que la propriété bourgeoise avait toujours existé, intangible, en France ; Taine, lui, s'occupait du côté négatif : selon lui, la propriété et « l'ordre » basé sur cette propriété, l'ordre destiné à la servir, avaient toujours été attaqués par de méchantes gens. Taine représente la révolution comme une « anarchie spontanée ». Quelle force avait entraîné les masses, de 1789 à 1792, à des soulèvements répétés ? Suivant Taine, il s'agissait, ici, d'une sorte de « folie collective » (il admettait cette forme de collectivisme !). En résultat, son immense ouvrage, en vue duquel il fouilla toutes les archives de l'Etat français, l'amena à une conclusion qui est celle de n'importe quel boutiquier n'ayant jamais mis le pied dans une bibliothèque : un bon gendarme aurait empêché la révolution. « L'ancien régime » n'a pas su trouver le gendarme dont il avait besoin. L'ancien régime a joué avec le feu, et c'est ce qui l'a perdu. Napoléon, en revanche, a donné la solution du problème, il a créé le gendarme, et l'on reconnaît en lui le fondateur de la France moderne.

Des savants que l'on ne saurait soupçonner de marxisme ni de communisme, tels que le professeur Vinogradov, des savants qui avaient particulièrement étudié le droit civil de la révolution française, ont établi par de nombreux travaux que « la folie collective » eut des causes parfaitement déterminées et concrètes : les phrases pompeuses de la « Nuit du 4 Août », qui devait mettre fin pour toujours aux privilèges féodaux en France, n'avaient amélioré en rien la situation des paysans. Les privilèges féodaux ne furent abolis qu'en paroles et sur le papier. En réalité, sous de nouveaux aspects, ils opprimaient encore le paysan qui avait trop de raisons de continuer sa révolution pour obtenir enfin un véritable affranchissement. Et, seule, la Convention abolit effectivement les privilèges des nobles sans imposer aux paysans aucune rançon, comme avait tenté de le faire l'Assemblée Constituante. L'anarchie spontanée se justifiait donc suffisamment par des raisons d'intérêt social, sans qu'il fût besoin d'une explication psychopathologique. Mais la bourgeoisie française, effrayée par la Commune, ne pouvait admettre que la Révolution eût « des bases suffisantes » et qu'un bon gendarme ne fût pas en état d'arrêter la Révolution. Avec une idée pareille, la bourgeoisie ne pourrait plus dormir. Et l'historien bourgeois qui avait remué des monceaux de documents, rapportait à sa classe que tout s'était vraiment passé comme la classe désirait que la chose se fût passée. Le bourgeois pouvait dormir.

Le schéma général de l'histoire de France s'est dessiné dans la première moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire dans

une période où la bourgeoisie cherchait encore à s'assurer le pouvoir, en luttant contre ce qui restait de privilèges féodaux. Dès lors, l'histoire du Moyen Age français fut acceptée sans discussion, comme une chronique des luttes du Tiers-Etat pour son droit ; en d'autres termes, l'opinion de classe, dans une forme sans doute très rudimentaire, s'imposait à la littérature historique française.

LA THEORIE « OFFICIELLE » DE L'HISTOIRE DE RUSSIE

Il en fut autrement en d'autres pays, où les historiens bourgeois devaient tenir compte de la faiblesse d'une bourgeoisie incapable encore d'engager la lutte pour le pouvoir, et où l'évolution capitaliste avançait si rapidement qu'avant d'avoir renversé la féodalité, la bourgeoisie voyait se dresser devant elle un ennemi beaucoup plus dangereux : le prolétariat. Le point de vue de classe fut impitoyablement exclu de l'histoire : or, l'histoire, pour cette raison même, exprima une opinion de classe, plus caractérisée que partout ailleurs. Cela se passait en Russie.

L'opinion qui a guidé les historiens de la Russie jusqu'à ces derniers temps, a été excellemment formulée par un historien non moins célèbre chez nous que Guizot en France : par Klutchevsky (mort en 1911). La formule fut donnée en 1886, mais Klutchevsky resta fidèle à cette théorie jusqu'au bout.

« La forme originale du régime russe s'explique par l'intérêt dominant qui l'a créé. L'intérêt de la nation était de se défendre contre les dangers extérieurs, et c'est pourquoi les groupes nationaux, jadis séparés, se rassemblèrent sous un seul et même pouvoir. La Grande-Russie s'unifia sous l'autorité du souverain moscovite, et cela non par suite d'une conquête, mais sous la pression des dangers extérieurs qui menaçaient l'existence du peuple Grand-Russien. Les princes moscovites élargirent aussi leur territoire par la lutte armée ; mais ils combattaient de petits souverains, non pas des populations. Quand ils eurent vaincu les petits princes ou l'aristocratie des villes libres, les souverains moscovites ne rencontrèrent aucune résistance de la part des communautés qu'ils s'étaient assujetties : celles-ci, pour la plupart, avaient cherché de bon gré, et bien avant leurs maîtres, à se placer sous la protection de Moscou. L'unification politique de la Grande-Russie fut donc nécessitée par le souci de défendre l'existence nationale. Et cette nécessité ne permit point qu'on en vint à la notion même d'un droit de classe ou de caste. Dans la première période de notre histoire, lorsque le régime politique sortit de la conquête, cette notion s'était formée aisément. Les vainqueurs avaient cherché à s'assurer les plus grands privilèges possibles en imposant aux vaincus le plus d'obligations possible. Dans l'Etat moscovite, dont toutes les forces étaient employées à la lutte extérieure, la législation devait s'efforcer de définir non les privilèges des classes, mais les obligations de chacune des castes sociales dans la lutte extérieure. Les travaux législatifs eurent donc pour objet de répartir les charges imposées par la lutte nationale et non de fixer des droits de classe qui n'atteignaient point le but. »

Ainsi, il faudrait admettre qu'en Russie l'opposition des classes n'eut point le temps de se manifester, parce que le besoin de la défense nationale avait rapproché tous les éléments de la nation, avant même que les castes ne prissent un aspect nettement déterminé. Nos castes ou classes se seraient distinguées les unes des autres non par des droits ou privilèges, — comme en Europe Occidentale, — mais par des obligations. Toutes étaient *atta-*

chées, asservies à l'Etat, toutes prenaient part d'une manière ou d'une autre à la défense du pays, les unes directement, en tant que forces militaires (la noblesse), les autres en tant que contribuables (les citadins et les paysans qui appartenaient à l'Etat), d'autres enfin en entretenant par leur travail les hommes de guerre (les paysans serfs qui appartenaient aux nobles). Quand la période des pénibles guerres qui avaient accompagné la formation de l'Etat moscovite fut passée, l'affranchissement des classes, nous dit-on, commença : les nobles furent d'abord exemptés du service militaire obligatoire, en 1762 ; puis, plus tard que tous les autres, en 1861, les serfs reçurent la liberté.

La lutte de classe, dans toute cette évolution, n'aurait joué aucun rôle. Voilà une affirmation qui paraîtra bien osée quand il s'agit d'un pays où la distance entre les classes était si grande que les membres de la caste supérieure (les nobles) pouvaient vendre les gens de la classe inférieure (les serfs), comme des chiens et des chevaux. N'oublions pas que si l'on compte en France une Jacquerie, on compte chez nous quatre révolutions paysannes : ce que l'on appelle le Temps des Troubles au début du XVII^e siècle ; la révolte de Khmel'nitsky en Ukraine au milieu du même siècle, la révolte de Razine sur le Volga dans la seconde moitié de ce même siècle encore et, enfin, le soulèvement grandiose de Pougatchev dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ; sans compter les émeutes paysannes qui ne cessèrent de se produire d'année en année, en divers endroits, pendant des siècles. Et l'on vient nous dire que dans un pays où le sol tremblait sous les pieds des classes dirigeantes comme il n'a tremblé nul part dans le monde, il n'y eut point de lutte de classes, qu'en réalité même il n'y eut point de classes !

Aucun pays n'a donné une théorie d'évolution défensive, de *défense nationale* plus nette que celle qui s'est imposée en Russie, où pourtant les intellectuels, jusqu'à 1905 du moins, se flattaient de cosmopolitisme. Mais ne nous arrêtons pas à ces contradictions dont souffre seule la logique. Admettons pour un instant ou en effet, la défense nationale ait déterminé la répartition en classes de la société russe d'après les obligations, non d'après les droits. Nous allons constater, dans ce cas, toute une série de paralogismes.

CRITIQUE DE LA THEORIE DE « DEFENSE NATIONALE »

Contre quel ennemi se défendait donc la Russie à l'époque de la formation de l'Etat moscovite d'où est sorti l'Empire de Russie qui exista jusqu'en 1917 ? L'ennemi le plus redoutable, ce fut, nous rappelle-t-on, le Tatar. Mais au XVI^e siècle, au temps d'Ivan le Terrible, lorsque le régime que l'on nous décrit commença à se constituer, c'étaient les Russes qui prenaient l'offensive contre les Tatars, et non pas au contraire (Ivan le Terrible s'empara de Kazan et d'Astrakhan). Certaines incursions, celles surtout des Tatars de Crimée, purent être plus ou moins dévastatrices, mais elles ne présentaient aucun danger politique pour l'Etat moscovite. Les Tatars avaient conquis la Russie au XIII^e siècle ; au XV^e siècle leur domination fut anéantie : dans l'intervalle se place la bataille de Koulikovo (1380) qui est à l'histoire de Russie comme la bataille des Champs Catalauniques qui affranchit l'Europe Occidentale des Huns. Cependant, à cette époque, les « obligations de caste » ou de classe n'existaient pas encore ; « l'asservissement » et « l'af-

franchissement » des castes commencèrent beaucoup plus tard.

Ce n'est donc pas, évidemment, « la lutte contre la steppe », la lutte contre les incursions des nomades, dont nous ont parlé si souvent les historiens russes jusqu'à Plékhanov, qui a déterminé ce système de charges et d'obligations. Mais, nous dit-on, la Russie fut menacée par d'autres ennemis, par les Polonais et les Suédois. Ce furent au XVII^e siècle les principaux adversaires. Voilà qui est parfaitement juste : mais, lorsque les Polonais tentèrent de s'annexer la Russie, au début du XVII^e siècle, le service militaire obligatoire existait déjà pour la noblesse. Et quand, à la fin du même siècle, commença la lutte contre les Suédois, le service des nobles ne suffit plus : la guerre fut faite non par des milices de la noblesse, mais par une armée constituée sur le modèle européen, recrutée au moyen de la *conscription*. Les paysans servirent comme soldats ; les nobles formèrent le corps des officiers, tout comme en Europe. La seule grande guerre que l'Etat moscovite ait entreprise dans le siècle précédent, sous Ivan le Terrible, la guerre de Livonie (pour la conquête des rivages de la Baltique) fut due à l'offensive de la Russie ; il ne s'agissait point de défense nationale.

Si nous continuons à examiner l'évolution sociale de la Russie en partant toujours de la politique extérieure, nous serons obligés de dire ceci : des charges furent imposées aux différentes classes de la société non pour des raisons de défense nationale, mais pour que les tsars moscovites pussent mener une politique de *conquête*. Mais nous allons voir que cette conclusion même n'est aucunement nécessaire : jusqu'ici, nous avons supposé que les charges, les obligations des différentes classes avaient été définies *simultanément*, qu'elles s'étaient étendues parallèlement. Il n'en fut rien, en réalité : le droit de servage sur les paysans atteint l'apogée de son développement au XVIII^e siècle, c'est-à-dire à une époque où les Suédois eux-mêmes avaient été battus (victoire de Pierre le Grand à Poltava en 1709 ; en 1721 la paix de Neustadt assure à la Russie les rivages de la Baltique). Après cela, les nobles propriétaires reçoivent un pouvoir sur les serfs qui est à peu près le droit de vie et de mort ; les paysans perdent même le droit de porter plainte contre leurs maîtres. Par son extension géographique, le droit de servage arrive au maximum en 1783, quand les paysans de l'Ukraine, autrefois libres, sont asservis. Vingt et une années s'étaient écoulées depuis que les nobles avaient été exemptés du service militaire obligatoire : il est donc absolument impossible d'expliquer l'asservissement du paysan par la nécessité de nourrir et d'entretenir « les défenseurs de la patrie ».

Si « l'assujettissement » des nobles à la loi militaire peut encore s'expliquer par des guerres, tout au moins par les besoins de la conquête, — il faudra chercher des causes intérieures pour rendre compréhensible l'asservissement du paysan. Ce n'est pas notre intention d'exposer ici ce que nous pensons de cette question : nous serions obligés de donner tout au long la doctrine marxiste de l'évolution sociale en Russie. Mais comment se fait-il que, pendant de longues années, les représentants les plus autorisés de la science historique en notre pays aient répandu une interprétation schématique qui contredit les faits élémentaires, interprétation que l'on trouvera dans n'importe quel manuel scolaire ?

En considérant attentivement le milieu social d'où cette théorie est sortie, nous verrons que, si elle ne correspondait pas à la réalité historique, elle était par-